

SOMMAIRE

Que dit le programme officiel ?	2
INTRODUCTION.....	3
I. L'engagement politique prend des formes variées.....	4
A. Quelles sont les formes de l'engagement politique ?	4
1. Le militantisme politique	4
2. L'engagement associatif.....	4
3. En consommant.....	4
B. L'engagement politique s'exerce aussi par des pratiques individuelles	5
1. S'engager individuellement pour protester.....	5
2. Choisir une consommation engagée pour protester	5
II. Est-il toujours rationnel de s'engager ?.....	6
A. Les motivations individuelles comme sources de l'action collective	6
1. Les incitations sélectives.....	6
2. Ce qu'apporte le militantisme : des rétributions symboliques.....	7
B. L'influence de la structure des opportunités politiques dans l'action collective	7
C. Comment les caractéristiques sociales des individus influencent-elles leur engagement politique ?.....	8
III. Les transformations de l'engagement des individus dans l'action collective.....	11
A. Comment ont évolué les revendications collectives ?	11
B. Comment ont évolué les acteurs de l'action collective ?.....	11
1. Un affaiblissement du militantisme partisan.....	11
2. La faible représentativité sociale des syndicats.....	12
3. Les associations et les groupements : pour un engagement plus pragmatique.....	12
C. La diversité des répertoires de l'action collective.....	12
Glossaire.....	15

QUE DIT LE PROGRAMME OFFICIEL ?

- Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).
- Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).
- Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, genre).
- Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.

INTRODUCTION

L'engagement politique, c'est avant tout une participation citoyenne : lorsque l'on s'engage, c'est que l'on contribue à la vie de sa communauté, et au bien-être commun. L'engagement politique renvoie à l'engagement du citoyen au cœur de la cité. S'engager, c'est littéralement, « mettre en gage » sa parole, sa personne, son statut et encourir potentiellement leur perte, car s'engager, c'est souvent « assumer les risques de l'action ».

L'engagement peut **prendre plusieurs formes** et défendre différentes causes : les droits de l'homme, la lutte contre toutes les formes de discrimination, l'homophobie, le sexisme, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, etc. L'engagement permet des niveaux de participation de nature différente qui s'expriment de diverses manières. Il peut donc s'exprimer par des actions à portées individuelles ou collectives qui visent à transformer certains aspects de la société.

Cependant, les citoyens n'ont **aucun rôle obligatoire** à jouer. En ce sens, le statut juridique de citoyen est un statut de liberté. Un citoyen peut choisir de participer (citoyen actif) ou non (citoyen passif) à la vie publique.

Les **élections** sont au fondement de la **démocratie représentative**. En effet, le **citoyen actif** a un rôle essentiel à jouer, qui prend tout son sens avec la mise en place d'élections. C'est à ce moment que le citoyen apporte sa contribution majeure à la société. Les élections sont le moyen pour les citoyens d'être **électeurs** ou d'être **candidat**. Elles lui permettent de **faire valoir son point de vue**, de changer ou de confirmer les gouvernants, ou encore de décider des grandes orientations de la politique nationale dans le cadre du référendum.

Le droit de vote est à la base de la démocratie. Établie en France par la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**, il n'a été effectif pour l'ensemble de la population qu'en **1944**, avec la reconnaissance du droit de vote aux femmes.

Dans une démocratie représentative, le vote est une opération qui permet **d'exprimer un choix** en vue d'une élection (élection d'un ou plusieurs candidats) ou d'un référendum (consultation du peuple).

C'est **un droit** et non au devoir. Juridiquement, le vote n'est pas obligatoire. Cela signifie qu'il n'y a aucune sanction en France si l'électeur ne se déplace pas aux urnes. Autrement dit, il a aussi le droit de ne pas aller voter, il a le droit de ne pas exercer son droit.

I. L'ENGAGEMENT POLITIQUE PREND DES FORMES VARIÉES

A. Quelles sont les formes de l'engagement politique ?

I. LE MILITANTISME POLITIQUE

L'activité de militant est variée. Il peut s'agir de :

- participer aux réunions du parti, de manière à débattre de ses orientations, de la stratégie électorale à adopter lors d'une élection locale, ou des grands débats nationaux du moment ;
- de faire connaître les positions du parti par la distribution de tracts dans la rue, sur les marchés ou par la vente d'un journal (ex : traditionnellement, les militants du Parti communiste vendaient le dimanche matin *L'Humanité Dimanche*) ;
- de participer aux activités plus nombreuses lors des campagnes électorales (collage d'affiches, organisation de meetings...) ;
- d'intervenir sur les réseaux sociaux.

Être militant politique, c'est aussi participer à des actions collectives : grèves, manifestations, émeutes... « Car nous sommes en démocratie », c'est aussi avoir des actions révolutionnaires.

2. L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF

Il est possible de militer aussi dans des associations et des Organisations Non Gouvernementales (ONG), associations féministes, pour les droits des individus, en faveur de l'écologie, contre les discriminations et les oppressions, pour la santé... Les causes à défendre sont nombreuses !

3. EN CONSOMMANT...

On parle de « **consommation engagée** » pour se référer à un ensemble des pratiques de consommation qui tiennent compte des conséquences économiques, sociales ou écologiques des décisions de consommation, et conduisent les individus à ne pas suivre leur intérêt individuel mais des principes politiques dans les choix de consommation.

B. L'engagement politique s'exerce aussi par des pratiques individuelles

I. S'ENGAGER INDIVIDUELLEMENT POUR PROTESTER

S'engager politiquement, c'est aussi protester en menant des actions contestataires. Légales ou illégales, parfois violentes, ces actions permettent aux citoyens de reprendre la voix qu'ils ont déléguée à leur représentant lors des élections.

Loin de s'opposer à la démocratie, la protestation en est l'un des fondements, il peut parfois être un moyen d'en améliorer le fonctionnement. Il s'agit alors de vivre activement sa citoyenneté.

2. CHOISIR UNE CONSOMMATION ENGAGÉE POUR PROTESTER

La consommation engagée renvoie à l'idée que nos choix peuvent aller au-delà de nos désirs, nos envies, pour prendre en compte des objectifs collectifs. La consommation devient alors raisonnée par des principes éthiques, sociopolitiques et non plus seulement en vertu des intérêts individuels.

Plusieurs pratiques de consommation permettent d'avoir une consommation engagée :

- **consommer en respectant l'environnement** : le renouvellement fréquent de certains produits, comme les vêtements, n'est pas sans effet sur l'environnement, en raison des traitements chimiques, de la consommation d'énergie et de ressources liées à leur fabrication et à leur transport.
- **consommer des produits qui respectent des critères de qualité** : l'agriculture biologique, le commerce équitable, le bien-être animal, la production forestière et la pêche durable ainsi que la qualité sociale.
- **favoriser l'économie circulaire** : les systèmes d'échanges locaux, les contrats locaux producteurs-consommateurs, les coopératives de consommation, les ateliers de réparation collectifs, les cafés ou épiceries solidaires, les jardins de comestibles urbains, les bibliothèques d'outils, les chantiers participatifs, les coopératives de production d'énergie, les écovillages... sont autant de pratiques de consommation alternative à celles qui sont véhiculées par le monde marchand.

II. EST-IL TOUJOURS RATIONNEL DE S'ENGAGER ?

Voir le cas des gilets jaunes p 268 du manuel : <https://mesmanuels.fr/accessible/9782016289938>

A. Les motivations individuelles comme sources de l'action collective

L'action collective est une activité de groupe, concertée entre des acteurs pour contester ou revendiquer un changement social ou politique. Nous verrons que l'intérêt de l'individu ne coïncide pas nécessairement avec l'intérêt général, mais avant tout par rapport à ses propres intérêts.

I. LES INCITATIONS SÉLECTIVES

Des incitations sélectives qui poussent à se mobiliser : participer à une action collective peut apporter des avantages à l'individu, c'est-à-dire qu'elle va donner naissance à des comportements de passagers clandestins qui vont profiter des gains sans en avoir payé le coût (« paradoxe de l'action collective » de Mancur Olson). Cela signifie que selon Mancur Olson, l'engagement d'un individu dans une action collective ne se fait que si ce dernier y trouve des avantages individuels (incitations sélectives). C'est donc le rôle des organisations politiques comme les syndicats et partis politiques de mettre en œuvre des techniques pour inciter les individus à s'impliquer.

Ces incitations peuvent être :

- **positives** : pour expliquer l'engagement partisan des militants, les partis politiques ont tout intérêt à les fidéliser en leur offrant des responsabilités, subtilement hiérarchisées pour leur faire miroiter des possibilités de promotion (trésorier, secrétaire adjoint, secrétaire général, président... au niveau local, puis départemental, régional et national)
- **ou négatives** : en pénalisant ceux qui refusent de participer au coût de l'action collective : c'est-à-dire dissuader un individu d'adopter la stratégie du passager clandestin et le conduire à se mobiliser en imposant des sanctions, dépression psychologique, voire de brutalité à l'égard des individus qui refuseraient de s'engager.

2. CE QU'APPORTE LE MILITANTISME : DES RÉTRIBUTIONS SYMBOLIQUES

Les **rétributions symboliques** sont les satisfactions individuelles procurées par l'investissement militant qui permettent de comprendre pourquoi des individus y consacrent une partie de leur temps. C'est une notion qui entre en rupture avec l'idéologie du militant dévoué et désintéressé. Le militantisme ne s'explique pas que par la volonté de défendre une cause, mais aussi par la satisfaction d'obtenir des responsabilités, de la notoriété...

Daniel Gaxie, Politiste français, va montrer que la vision d'Olson fait l'impasse sur un facteur essentiel de l'engagement politique : la recherche de prestige ou de notoriété, les plaisirs de l'aventure, ou encore la satisfaction de se conformer à un code moral valorisant. Ce qu'il considère comme des coups peut être au contraire envisagé comme des bénéfices.

De la même manière, la participation à une manifestation s'explique certainement en partie par des rétributions symboliques : l'ambiance festive de son déroulement, l'intensité de sa couverture médiatique, la rupture avec la routine quotidienne, l'identification valorisante à une cause.

- ⇒ **on s'engage donc politiquement parce qu'on est intéressé.** Toutefois, ce modèle ne permet pas de savoir comment un petit groupe devient grand, comment un engagement local s'étend et devient national.

B. L'influence de la structure des opportunités politiques dans l'action collective

La **structure des opportunités politiques** rend compte de l'influence de l'environnement politique auquel sont confrontés les mouvements sociaux, et qui peut selon la conjoncture exercer une influence positive ou négative sur leur émergence et leur développement.

Ces opportunités sont de 4 types :

- **un accès à des espaces de débat politique pour les contestataires** : la possibilité pour les citoyens de participer pleinement aux décisions politiques ou à la sélection de leurs gouvernants
- **l'instabilité ou la stabilité des opinions parmi les acteurs** : s'il y a ou non des opinions politiques divergentes parmi les membres du gouvernement, rivalités entre les membres d'un parti, scandales...

CHAPITRE 10 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

- **un accès des alliés influents pour les contestataires** : selon les relations qu'un individu membre d'une action collective entretient avec des individus proches du pouvoir peut donner du poids aux revendications portées par cette mobilisation.
 - **le degré de tolérance pour la contestation** : l'usage de la répression par l'état, le regard des élites et de la population sur les mobilisations populaires, le traitement médiatique de l'action collective.
- ⇒ Chacune de ces opportunités peut renforcer, ou au contraire freiner l'action collective des individus.

C. Comment les caractéristiques sociales des individus influencent-elles leur engagement politique ?

Si l'engagement politique dépend des conditions d'émergence de l'action collective, il est aussi influencé par les variables sociodémographiques comme le **diplôme** et la **catégorie socioprofessionnelle**, l'**âge** et la **génération**, le **genre**, le **patrimoine** ou **la religion**.

- **Le diplôme** :
 - **Concernant le vote** : il est admis qu'un niveau d'études élevé augmente la propension à s'intéresser à la politique et à voter.
 - **Concernant le militantisme** : les militants sont souvent très diplômés : ils sont titulaires d'une licence et/ou un master en majorité ou alors ils ont fait leur cursus au sein d'une Grande École et/ou ont fait une thèse.
 - **Concernant l'engagement associatif** : les diplômés de l'enseignement supérieur sont ceux qui adhèrent et participent le plus aux activités associatives. L'engagement associatif nécessite une capacité à incarner un collectif et à parler en son nom. Autrement dit, il est indispensable de se sentir légitime à représenter le groupe pour accéder au statut de « porte-parole ». Sur ce plan, l'acquisition de diplôme peut faciliter l'expression orale.
 - **Concernant la consommation engagée** : les plus diplômés prêteront attention à consommer dans le respect du futur : les questions de la lutte contre l'obsolescence programmée et du recyclage sont très présentes. Pour les moins diplômés, consommer de façon engagée, c'est faire attention à ne pas gaspiller, à conserver.
- **La catégorie socioprofessionnelle** :
 - **Concernant le vote** : les ouvriers ont voté majoritairement à gauche jusqu'à la fin du XXe siècle. Aujourd'hui, leur vote est principalement en

CHAPITRE 10 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

faveur de l'extrême droite. Pendant les élections européennes de 2024, 45% des employés et ouvriers ont voté RN selon un sondage IFOP

- **Concernant le militantisme** : plutôt des individus actifs que des inactifs car l'engagement partisan ou syndical est favorisé par l'insertion des individus sur le marché de l'emploi
 - **Concernant l'engagement associatif** : ce sont les cadres et professions intermédiaires qui restent dominants parmi les engagés.
 - **Concernant la consommation engagée** : chez les ouvriers et les employés, on retrouve la contrainte économique. Ils se concentrent davantage sur la consommation durable (manger). Pour les catégories supérieures, en revanche, on retrouve une vision plus conceptuelle de la consommation engagée, plus ancrée dans la protection de la nature.
- **L'âge et la génération** :
- **Concernant le vote** : l'âge affecte le degré de participation électorale, et les jeunes votent souvent plus pour des formations politiques radicales que les individus âgées. La génération peut aussi avoir un effet sur l'orientation idéologique, notamment parce que les différentes générations n'ont pas connu les mêmes événements politiques déterminants dans leur jeunesse, comme la génération étudiante en mai 1968.
 - **Concernant le militantisme** : l'âge du cybermilitant (qui passe par Internet) est souvent plus jeune : environ la moitié des cybermilitants ont moins de 40 ans, ce qui contraste fortement avec le profil type des militants « traditionnels » de terrain.
 - **Concernant l'engagement associatif** : ce sont les individus les plus âgés qui représentent la plus grande part des membres de l'association. On remarque également un effondrement du cumul des adhésions associatives pour les jeunes actifs trentenaires et quadragénaires par rapport à leurs homologues des années 1980.
 - **Concernant la consommation engagée** : pour les individus âgés de plus de 55 ans, c'est l'alimentation et les objets de tous les jours qui doivent faire l'objet d'une consommation engagée (légumes, jardinage, mode de chauffage...) alors que pour les jeunes, ce sont surtout les déplacements qui doivent être repensés (praticité).
- **Le genre** :
- **Concernant le vote** : les femmes ont plus longtemps été abstentionnistes et ont voté plus à droite que les hommes, mais ce n'est plus vrai. Aujourd'hui, hommes et femmes se répartissent à peu près

CHAPITRE 10 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

également entre la droite et la gauche. Néanmoins, on remarque depuis les élections européennes de 2024 que les femmes votent de plus en plus à l'extrême droite (Rassemblement National). En effet, 32% d'entre elles ont voté RN contre 19% en 2019.

- **Concernant le militantisme** : tendance à la sur-représentation du genre masculin
- **Concernant la consommation engagée** : les hommes et les femmes n'ont pas la même vision de la consommation : consommer de façon engagée, c'est pour les hommes, prêter attention à la production, aux produits importés, au commerce international de matières premières... Quant aux femmes, consommer de façon engagée, c'est se préoccuper pour la ressource en eau, au gaz, à l'électricité, aux produits ménagers, la maison, l'environnement, la production locale ou la santé. On retrouve donc chez la femme la charge domestique alors que les hommes sont plus tournés vers une analyse plus conceptuelle et à plus grande échelle.
- **Le patrimoine** : patrimoine élevé et prédictif d'un vote à droite, tout comme le fait d'être indépendant. L'effet-patrimoine est aujourd'hui encore très présent, alors que les autres variables ont plutôt tendance à décliner.
- **la religion** : elle demeure le facteur le plus prédictif des comportements électoraux. Les catholiques pratiquants votent plus souvent au centre et à droite que les autres électeurs, mais demeurent plus rebelles que la moyenne à l'extrême droite

III. LES TRANSFORMATIONS DE L'ENGAGEMENT DES INDIVIDUS DANS L'ACTION COLLECTIVE

A. Comment ont évolué les revendications collectives ?

À côté du vote et des décisions individuelles de consommation, l'engagement politique des individus s'inscrit dans des actions collectives menées par des mouvements sociaux. Si historiquement les conflits du travail ont été au cœur des actions de protestation politique et de l'engagement militant des individus au XIXe et XXe siècles (grèves de mai 1968, mouvements altermondialistes des années 1990, mouvements démocratiques...), les objets de l'action collective se sont modifiés au cours du XXe siècle et ont vu l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) porteurs de revendications nouvelles, davantage centrées sur la reconnaissance d'une identité : mouvements des droits civiques, féministes, écologiques, homosexuels...

Ces nouveaux enjeux de mobilisation ont fait émerger des luttes minoritaires¹, portées sur des groupes d'individus en situation d'infériorité dans la société et objets de discrimination. Si ces mouvements ont fait émerger des revendications différentes de celles du mouvement ouvrier traditionnel, les politistes nuancent leur nouveauté. Les revendications féministes par exemple existaient bien avant les années 1960-70 et les traditionnels conflits du travail n'ont pas disparu.

B. Comment ont évolué les acteurs de l'action collective ?

I. UN AFFAIBLISSEMENT DU MILITANTISME PARTISAN

Depuis les années 1970, les effectifs militants ont baissé dans tous les partis. De 1 million, il serait passé à 500.000 aujourd'hui dans les partis de la droite et de la gauche. Le niveau du militantisme partisan en France est à peu près à hauteur de 1,5 % du total des électeurs (44 millions). C'est l'un des taux les plus faibles en Europe.

De plus, le militantisme s'affaiblit qualitativement : les militants ne sont pas recrutés parmi toutes les franges de la population. Ils n'illustrent donc pas la diversité sociale de la société française (comme on l'a vu, les militants sont souvent des individus très diplômés).

¹ Les luttes minoritaires : dans une population, une minorité se compose de individus qui ont une origine géographique ou ethnique, une culture, un mode de vie, une religion, une langue, une orientation sexuelle... différents de celui ou celle de la majorité de la population.

2. LA FAIBLE REPRÉSENTATIVITÉ SOCIALE DES SYNDICATS

En France, l'adhésion à un syndicat repose avant tout sur une démarche volontariste liée à l'appréciation des conditions de travail, au sentiment d'appartenir à un collectif, au partage des mêmes idées. Si le taux de syndicalisation s'élève à 11 % en France en 2016, il est variable selon les secteurs, la taille de l'entreprise et le statut de l'emploi :

- les salariés du public sont plus souvent syndiqués que ceux du privé : 20 % contre 9 %
- la possibilité de rencontrer des représentants syndicaux est plus fréquente dans un établissement de grande taille (plus de 500 salariés)
- les salariés embauchés dans des entreprises de sous-traitance (comme des entreprises de nettoyage) ne sont pas en relation avec les syndicats

On assiste donc à une véritable « asyndicalisation » c'est-à-dire à l'absence de représentation syndicale dans le monde du travail plutôt qu'à une « désyndicalisation » qui serait le fait que de moins en moins de salariés se syndiquent.

3. LES ASSOCIATIONS ET LES GROUPEMENTS : POUR UN ENGAGEMENT PLUS PRAGMATIQUE

L'action collective s'est restructurée autour de formes de participation plus ponctuelles et moins hiérarchiques que ce qu'implique le militantisme partisan et syndical. De nouveaux acteurs offrent aux individus un engagement plus « distancié ». Il s'agit des associations et des groupements plus spontanés d'individus. Il est vrai que les individus recherchent davantage l'action concrète, de proximité et efficace. Les objectifs sont plus délimités, précis et atteignables.

C. La diversité des répertoires de l'action collective

Lorsque des individus souhaitent participer au pouvoir politique, ils peuvent le faire de multiples façons : en votant, en manifestant, en signant des pétitions, en militant... Autrement dit, en mobilisant une panoplie préexistante de moyens d'action, que l'on appelle « **répertoire de l'action politique** ». La notion de « répertoire de l'action politique » a été développée par Charles Tilly dans un ouvrage de 1986. Elle désigne un ensemble prédéterminé de moyens d'action connus et utilisables par les individus dans le cadre de leur participation politique au sein d'une société donnée à une époque donnée.

L'évolution des répertoires de l'action politique est analysée par Charles Tilly comme une réaction à 3 changements structurels :

- dans un premier temps, c'est le « **modèle paroissial ou local-patronné** » qui s'impose entre le XVIIe et le XIXe siècle. À cette époque, les actions collectives sont dans le prolongement du quotidien :

CHAPITRE 10 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

- les actions protestataires se déploient dans l'espace local ;
 - elles fonctionnent souvent par détournement de rituels sociaux préexistants (carnaval) ;
 - les actions se manifestent par de brusques flambées de violence ;
 - le patronage : les groupes mobilisés cherchent le plus souvent le soutien d'un notable local.
- dans un 2^e temps, **le modèle « national et autonome »** va prendre le relais entre 1850 et 1980 sans faire disparaître totalement les mobilisations politiques locales. La société s'est industrialisée, urbanisée et démocratisée. Les citoyens ont à leur disposition des groupes sociaux intermédiaires (associations, ordres, syndicats) qui servent de médiateurs entre la base et le pouvoir économique et politique. Les répertoires de l'action politique se caractérisent alors par les traits suivants :
- l'action opère au niveau national et s'adresse aux organisations patronales ou à l'État ;
 - la protestation s'émancipe des tutelles traditionnelles (patronage des notables ou du clergé) et est prise en charge par des groupes clairement identifiés (partis politiques, syndicats, associations...) ;
 - l'action prend des formes plus intellectualisées, abstraites (programmes et slogans) ;
 - invention de formes d'action originales (grèves, pétitions, manifestations) ;
 - pacification, de recul et de maîtrise de l'usage de la violence par les policiers et protestataires. La violence se réduit à des échauffourées avec la police.
- dans un 3^e temps, on peut distinguer **un modèle « transnational et solidariste »** depuis les années 1980, qui est le fruit d'une société post-industrielle qui favorise la mondialisation économique, de l'information et des réseaux sociaux tout en favorisant l'individualisme. Ce répertoire prend les caractéristiques suivantes :
- actions de dimension internationale : Greenpeace, les Indignés, Daech...
 - l'action est prise en charge par de nouvelles organisations moins institutionnalisées et hiérarchisées : coordination hostile à toute délégation de pouvoir et qui privilégie la démocratie directe (Nuit debout)
 - les formes de l'action sont plus individualistes : ils font intervenir des leaders médiatisés et experts. Cette montée des logiques d'expertise est rendue nécessaire par le nombre croissant de dossiers (santé,

CHAPITRE 10 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

environnement, énergie...) et le besoin de mobiliser des arguments de la science et des projets chiffrés.

- les actions sont moins violentes et plus symboliques et spectaculaires. d'où la construction d'images autour des groupes et des causes : nécessité de médiatisation et de diffusion sur les réseaux sociaux.

GLOSSAIRE

Engagement politique : Action des citoyens gouvernés en direction des citoyens gouvernants.

Citoyenneté : Qualité d'un habitant d'un territoire qui est définie juridiquement par un ensemble de droits et d'obligations envers la collectivité politique, mais qui est aussi définie socialement et politiquement par un ensemble de rôles sociaux et de qualités morales.

Démocratie représentative : Régime politique dans lequel les citoyens exercent leur souveraineté par l'intermédiaire de représentants élus.

Vote : Engagement politique qui consiste pour les électeurs à exprimer leur opinion en désignant leurs représentants (élections) ou en légitimant une décision (référendum).

Électeur : Individu qui a le droit de vote et qui est inscrit sur les listes électorales

Rituel : Un ensemble de règles et d'habitudes qui président une cérémonie. Ces règles s'imposent aux individus par la force de l'habitude et apparaissent aux acteurs comme « naturelles » alors qu'elles sont sociales.

Militantisme : Engagement politique qui repose sur l'activité d'un militant dans le domaine politique, syndical, associatif... C'est le fait de lutter pour une cause, une idéologie, un parti...

Parti politique : Une association de citoyens ayant les mêmes convictions politiques. Chaque parti rédige un programme politique. Son objectif est d'être élu pour mettre en œuvre ce programme.

Pluralisme politique : Principe fondamental, inscrit dans la Constitution de 1958, qui repose sur l'existence de différents partis politiques, permettant ainsi aux électeurs de bénéficier d'une liberté de choix.

Association : Organisation non-marchande productrice de biens et de services dans un but non-lucratif afin de promouvoir des valeurs sportives, humanitaires, culturelles, écologistes, etc.

Engagement associatif : Engagement politique qui repose sur participation des citoyens à une association. Il vise à renforcer le lien social, le développement de la solidarité, la lutte contre toutes les formes d'exclusion. Cet engagement implique un temps donné gratuitement et volontairement à autrui en dehors de son univers familial.

CHAPITRE 10 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Aujourd'hui, 40 % des français donnent du temps gratuitement, un français sur 4 est bénévole dans une association.

Protestation politique : Action qui consiste à s'élever contre une cause, une politique, des gouvernants, etc. La protestation politique est traditionnellement collective (lors de manifestations par exemple), mais elle peut être aussi individuelle (refuser la Légion d'Honneur, faire une grève de la faim...).

Consommation engagée : Engagement politique qui consiste à faire des choix de produits répondant à certaines exigences. La consommation engagée se définit par un ensemble de pratiques de consommation variées. Ces pratiques se caractérisent par une protestation vis-à-vis du système économique actuel. En effet, le processus de production et de distribution des biens et des services ne doit pas porter atteinte à l'environnement (climat, faune, flore) et doit promouvoir des conditions de travail respectant la dignité et la santé humaine.

Action collective : Mobilisation de groupe d'individus organisés, qui est tournée vers des objectifs communs, et le plus souvent inspirée par des logiques diversifiées (incitations sélectives, rétributions symboliques, structures des opportunités politiques).

Paradoxe de l'action collective : Théorie de Mancur Olson (1966) selon laquelle l'action collective peut être freinée par la rationalité des agents qui ont intérêt à agir en passant clandestin pour profiter des avantages de l'action collective sans en subir les coûts.

Incitations sélectives : Méthode utilisée par certaines organisations pour faire en sorte que les membres de celle-ci n'adoptent pas une logique de passager clandestin et s'engagent à participer activement à son activité. C'est l'économiste Mancur Olson qui va mettre en évidence ce type de stratégie. Il s'agit d'accorder des avantages (incitations sélectives positives) aux participants à l'organisation ou de pénaliser (incitations sélectives négatives) ceux qui n'y participent pas. Cette méthode ne s'applique qu'aux groupes ou organisations qui n'ont pas les moyens d'obliger leurs membres à participer à l'action collective.

Rétributions symboliques : Satisfactions individuelles procurées par l'investissement militant qui permettent de comprendre pourquoi des individus y consacrent une partie de leur temps. Notion qui entre en rupture avec l'idéologie du militant dévoué et désintéressé. Le militantisme ne s'explique pas que par la volonté de défendre une cause, mais aussi par la satisfaction d'obtenir des responsabilités, de la notoriété, etc.

Structures des opportunités politiques : Influence de l'environnement politique auquel sont confrontés les individus engagés politiquement, et qui peut selon la

CHAPITRE 10 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

conjoncture exercer une influence positive ou négative sur l'émergence et le développement de leur mobilisation.

Variables sociodémographiques : Ensembles de caractéristiques qui permettent de distinguer les individus les uns des autres comme le genre, l'âge, le diplôme ou la catégorie socioprofessionnelle.

Catégorie socio-professionnelle (PCS) : Critère de différenciation des comportements politiques. Il s'agit de catégories statistiques créées par l'INSEE. Les catégories socio-professionnelles sont constituées à partir de plusieurs critères : le statut des actifs (salarié / travailleur indépendant / employeur), leur métier, leur qualification, leur place dans la hiérarchie professionnelle (avoir ou non des personnes sous ses ordres), l'activité de l'entreprise où travaille l'individu. L'intérêt de cet outil est de répartir des actifs français dans des catégories dont les membres présentent une certaine homogénéité sociale, c'est-à-dire le même genre de comportements (par exemple vis-à-vis de la fécondité, des opinions politiques, des pratiques de loisirs, etc.).

Âge et génération : Critères de différenciation des comportements politiques. L'âge est défini par la durée écoulée entre la naissance d'un individu, et une date donnée. La génération correspond à une cohorte d'individus qui partagent une même expérience, une même histoire forte. Les politistes observent un effet d'âge (différences de comportement liées au fait que les individus étudiés ont un âge différent), et un effet génération (différences de comportement expliquées par le fait que les individus appartiennent à des générations différentes).

Diplôme : Critère de différenciation des comportements politiques. Document officiel qui sanctionne un niveau d'instruction et de compétences. A l'heure où 80 % d'une classe d'âge obtient le baccalauréat, on parle de niveau de diplôme pour distinguer les individus : niveau inférieur au baccalauréat ; niveau baccalauréat (CAP, BEP); niveau bac + 2 (BTS, DUT); niveau bac + 3 (Licence); niveau bac + 5 (Master, diplôme d'ingénieur) : niveau bac + 8 (doctorat).

Genre : Critère de différenciation des comportements politiques. Les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes attitudes politiques. Cette différence est évidemment liée au fait que les individus sont socialisés au genre féminin ou masculin en fonction de leur genre.